



FriWeek, cinq jours d'événements consacrés aux entrepreneurs

FRIBOURG • La première édition de la FriWeek se tiendra la semaine prochaine. Technologie, innovation ou management seront abordés.



Le directeur de la Chambre de commerce et d'industrie de Fribourg (CCIF) Alain Riedo. ALAIN WICHT-A

LEILA UEBERSCHLAG

Le sport, une source d'inspiration pour les entrepreneurs. Dix applications mobiles pour rendre son entreprise plus efficace. Voilà deux des questions qui seront discutées durant la première FriWeek, organisée par la Chambre de commerce et d'industrie de Fribourg (CCIF). Elle se tiendra du 2 au 6 juin prochain, dans les nouveaux locaux de l'association, route du Jura 37 B.

«La FriWeek est un nouveau concept», explique Alain Riedo, directeur de la CCIF. «Les petites et moyennes entreprises sont très importantes dans le tissu économique fribourgeois. Cette année, nous avons décidé de nous concentrer dessus en mettant en place divers projets, à l'instar de cette semaine consacrée aux entrepreneurs.» Gratuite pour les membres de la CCIF et payante pour les autres – 50 francs par événement –, la FriWeek affiche déjà complet; à l'ex-

ception des soirées du mardi et du jeudi qui ne comptent pas de limitation de places.

Cinq thématiques

Innovation, management, technologie, international et gouvernance: cinq thématiques seront traitées durant cette semaine. Chaque jour, l'accent sera mis sur l'une d'elles. Quatorze événements sont ainsi prévus. Ils seront aménagés sous forme de «breakfast», de «lunch networking» et d'«afterwork». «En permettant aux participants de venir le matin, pendant leur pause de midi ou le soir après le travail, le but de cet horaire est de ne pas bousculer leurs agendas professionnels», ajoute Alain Riedo.

Lundi, Jonas Vonlanthen, partenaire de Liip SA – entreprise de développement Software – ouvrira la FriWeek avec son intervention dédiée à l'innovation: «Mon but est de donner des pistes accessibles aux petites et

moyennes entreprises afin de leur permettre d'innover.» Chez Liip, par exemple, les employés peuvent choisir s'ils veulent travailler à 100% ou à 80%, il y a un congé-paternité, des tables de ping-pong et on peut écrire sur les murs. «Cette mise en place, tournée vers l'humain, favorise l'innovation», affirme-t-il. «C'est facile à mettre sur pied, pas cher, mais il faut oser.»

La soirée de mardi, sans limitation de place, traitera la prévention des conflits internes. A cette occasion sera d'ailleurs officiellement lancé un nouveau service de la CCIF. «Nous venons de créer un réseau de médiateurs indépendants de dix personnes», confie Alain Riedo.

Imprimante 3D

Mercredi, la technologie occupera le devant de la scène. Les imprimantes 3D seront notamment à l'honneur. «Les gens se posent beaucoup de questions à

leur propos», observe Fabien Clément, responsable de projets. «La question de la possibilité d'imprimer ou non un pistolet revient, par exemple, régulièrement. Le but de cette réunion sera de comprendre ce qui est possible et ce qui ne l'est pas.

L'événement original de la semaine, c'est le «lunch» du mercredi qui permettra aux participants de réviser leurs connaissances en matière de bonnes manières à adopter dans un repas d'affaires. «Un menu particulièrement difficile à manger a été choisi pour l'occasion», rigole Fabien Clément.

La FriWeek, c'est donc une semaine dédiée à l'entrepreneuriat. Avec un mot d'ordre: la «décontraction». «Nous voulons que les gens apprennent mais en se détendant», conclut Alain Riedo. Un porte-cravates trônera même à l'entrée des locaux pour que les participants enlèvent et y déposent les leurs. I

PERSONNEL DE L'HÔPITAL FRIBOURGEOIS

L'Etat assouplit les règles ou il paie le surcoût

PATRICK PUGIN

La directrice de l'Hôpital fribourgeois (HFR), Claudia Käch, le disait cent jours après son entrée en fonction: elle doit disposer d'une marge de manœuvre pour engager son personnel. Et pour cela, l'établissement doit disposer d'un règlement propre, plus souple que la loi sur le personnel de l'Etat («LL» du 11 avril). Soumis à ce régime, les employés de l'HFR sont globalement mieux payés que leurs homologues d'autres hôpitaux. «Le surcoût est estimé à environ 20 millions de francs par année», rapporte Philippe Menoud, président du conseil d'administration de l'HFR.

Conseil qui voudrait savoir sur quel pied danser à l'avenir. D'où un récent courrier adressé au Conseil d'Etat, lui demandant de prendre position: «Peut-il, sur le principe, envisager un assouplissement de l'application de la loi? Si oui, cela nous laisse une marge de manœuvre pour réduire le surcoût – un groupe de travail réunissant des gens de l'HFR, du Service du personnel et d'organisation et de la Direction de la

santé proposerait des mesures. Si non, alors le gouvernement doit considérer ce surcoût comme étant une prestation d'intérêt général (PIG) et la payer», résume Philippe Menoud. Pour lui, la situation qui prévaut actuellement n'est pas satisfaisante: le surcoût est intégré au financement transitoire de l'Etat, qui doit être rediscuté chaque année. Les PIG, elles, sont acquises.

«Il ne s'agit pas de faire peur au personnel», assure Philippe Menoud. «Les droits acquis seraient préservés», promet-il. «Nous voulons juste plus de souplesse pour appliquer les paliers, récompenser la motivation des collaborateurs, gérer les promotions...»

Le tournus du personnel étant de quelque 10% par année, des mesures pourraient être introduites progressivement, «en tenant compte de la situation des nouveaux collaborateurs», conclut le président du conseil.

Le Conseil d'Etat, qui n'a pas encore répondu au courrier en question, n'a pas souhaité faire de commentaire. I

FRIBOURG

Une torche fait escale en ville

ANAÏS GRANDJEAN

Dix athlètes atteints de handicaps mentaux et encadrés par la police et des aspirants policiers ont porté une torche de l'espoir jusqu'à la place Georges-Python à Fribourg, mercredi passé. L'événement est un préambule aux National Summer Games qui se déroulent cette semaine à Berne. La torche est partie de Genève avant de faire escale à Fribourg et a rejoint la capitale fédérale hier soir. Elle fait partie des quatre torches provenant des différentes régions linguistiques de la Suisse.

Cet événement, baptisé Law Enforcement Torch Run, est lancé pour la première fois par un chef de police du Texas en 1981. La manifestation s'organise avant de grands événements pour récolter des fonds pour l'association Special Olympics qui promeut le sport pour les handicapés mentaux. De nos jours, près de 50 pays organisent cet événement. La Suisse y prend part pour la première fois cette année, avec la participation de la Fédération suisse des fonctionnaires de police. I

EN BREF

DES COURS DE FITNESS SUR LE TOIT

BLUEFACTORY Du 30 juin au 30 août, des cours de fitness (zumba, step, aérobic...) seront organisés sur le toit de l'ancienne brasserie Cardinal, à Fribourg. Ces cours en plein air, proposés par la société villaroise EventsMe, auront lieu tous les soirs de 18 h 45 à 19 h 45 et le samedi matin de 10 à 11 h. En cas de mauvais temps, les leçons seront données dans une halle de BlueFactory. Renseignements et inscriptions: www.openairfitness.ch. GM

SANTÉ

Fri Santé touche son public cible

OLIVIER WYSER

L'année 2013 aura été une année charnière pour l'association Fri Santé. Le mois d'octobre a marqué les 10 ans de l'ouverture de la permanence infirmière et la fin de l'année a coïncidé avec le déménagement dans de nouveaux locaux. Fri Santé, aujourd'hui installée au boulevard de Pérolles 30, à Fribourg, peut désormais offrir à ses bénéficiaires de meilleures conditions d'accueil.

Au niveau de la fréquentation, 144 patients ont fréquenté l'espace de soins pour un total de 397 consultations – 91 nouveaux patients. Fri Santé accueille 56% de femmes et 44% d'hommes. Les consultations médicales représentent 70% du travail et les consultations sociales 30%. Près de 80% des personnes qui fréquentent l'espace de soins (45 nationalités différentes) sont établis dans l'agglomération fribourgeoise.

Le nombre de patients baisse sensiblement d'année en année. La responsable de Fri Santé Madeleine Christinaz avance plusieurs explications: l'efficacité du réseau de soins mis en place par Fri Santé, les possibilités de rejoindre une caisse-maladie ou des changements dans les processus migratoires. Le nombre de nouveaux patients, quant à

lui, demeure stable. «Cela montre que Fri Santé continue de toucher sa population cible de façon efficace», explique Madeleine Christinaz. Un des objectifs de Fri Santé est donc atteint: permettre à ses bénéficiaires de s'insérer de façon durable et autonome dans le système de soins.

Les permanences infirmières, qui représentent le cœur du travail de Fri Santé répondent à différents types de pathologie, mais les consultations gynécologiques et obstétriques restent majoritaires (20%). En outre, en 2013, 27 personnes ont consulté la permanence pour des problèmes d'accès aux soins dentaires urgents. Enfin, 121 consultations ayant trait à des problèmes socio-administratifs ont été dispensées, dont près des trois quarts étaient relatives à l'assurance-maladie.

A noter encore que les activités du programme Grisélidès – programme de prévention et de promotion de la santé auprès des professionnelles du sexe et des personnes toxico-dépendantes – ont bénéficié d'une fréquentation élevée en 2013 avec 2400 passages, entretiens et rencontres effectués sur les différents lieux d'intervention: Grand-Fontaine, salons de massage, permanence, Tremplin. I

CONSEIL DES JEUNES

Une instabilité à endiguer

CLAUDE-ALAIN GAILLET

Le Conseil des jeunes (CJ) connaît des hauts et des bas. La faute à l'âge de ses membres. Entre 16 et 25 ans, ils sont soumis à beaucoup de sollicitations. Du coup, leur mandat n'est plus prioritaire. Résultat: le CJ peut se retrouver dans l'incapacité de fonctionner, comme cela a été le cas l'année dernière. Une situation qui a ému Simon Bischof, un de ses anciens membres aujourd'hui député. Le socialiste d'Ursy, 22 ans, s'est enquis du fonctionnement de cette institution auprès du Conseil d'Etat.

Le gouvernement reste convaincu du rôle que le Conseil des jeunes a à jouer dans un canton dont près d'un tiers de la population a moins de 26 ans. A ses yeux, ce rôle de «relais» entre

cette tranche d'âge et les institutions politiques est «essentielle». Ne serait-ce que pour sensibiliser la jeunesse à la chose publique. Mais aussi pour porter auprès des autorités des idées ou des préoccupations propres aux jeunes. Ainsi, leur motion populaire «Pour une journée du bilinguisme» a été acceptée par le Grand Conseil il y a deux ans et sera bientôt concrétisée.

Depuis sa création il y a quinze ans, le Conseil des jeunes a donc alterné périodes d'intenses activités et périodes de «vacances». La Direction des institutions, à laquelle il est rattaché, entend mener une réflexion avec les seize membres actuels du CJ sur l'avenir de cette entité, explique le Conseil d'Etat dans sa réponse au député Bischof.

Nommée pour trois ans en novembre dernier, la nouvelle équipe du Conseil des jeunes s'est donné pour objectif une meilleure visibilité et la recherche de nouveaux membres. Elle y travaille activement. Elle est par exemple présente aux cérémonies d'accueil des nouveaux naturalisés, ce qui a permis à ses délégués de nouer «de nombreux contacts».

Dans ses activités traditionnelles, le CJ édite et distribue des feuilles d'information bilingues avant chaque votation dans les écoles et collèges du canton. Il prend également position sur des dossiers concernant la politique de la jeunesse et qui sont mis en consultation. Il a aussi un délégué au sein de la commission de l'enfance et de la jeunesse. I